

J'ose espérer que cette expérience servira d'avertissement à ceux qui songeraient à imiter le bon docteur Dalton. Il a essayé d'imposer sa volonté au marché des titres, tout comme nos autorités financières le font maintenant, mais en définitive il n'a réussi qu'à détruire la confiance du public dans les valeurs qu'il appuyait, et à provoquer ainsi leur fléchissement à un niveau désastreux.

Monsieur l'Orateur, dans un monde divisé entre les champions de la liberté et, qu'ils s'en rendent compte ou non, les champions des régies, il nous incombe, même au risque de la répétition, d'exposer nos vues sur cette question. Je le fais surtout, car l'honorable représentant de Rosetown-Biggarr (M. Coldwell) prendra la parole après moi, et je serai fort surpris, s'il ne se sert pas des expressions "exploitation" et "loi de la jungle," que nous avons déjà entendues. Je ne dis pas que toutes mes prochaines observations viseront l'honorable représentant de Rosetown-Biggarr, car je fonde parfois des espérances dans l'honorable député, tout comme les honorables vis-à-vis en ont fondé à son égard par le passé. Mais je crois qu'il faut formuler ces observations.

Tout d'abord, ceux d'entre nous qui refusent de croire que l'expansion de la propriété publique amènera la sécurité sociale et la prospérité ne devraient pas se flatter que tous, sans exception, partagent cette conviction. Une foule de gens croient avoir cette conviction, mais leurs actes démontrent parfois qu'ils ne l'ont pas. Par exemple, j'ai peine à croire que les 38 p. 100 des personnes qui, d'après une enquête Gallop en février, ont déclaré souhaiter être au service de l'Etat se considéraient socialistes. Néanmoins, je constate avec inquiétude que, à la suite de ce sondage de l'opinion publique effectué en février, 38 p. 100 des personnes interrogées ont affirmé préférer travailler pour le compte de l'Etat au lieu d'être au service de l'entreprise privée.

Qu'est-ce à dire? Je ne critique par le fonctionnarisme, qui compte dans ses cadres certains de nos meilleurs citoyens. D'ailleurs, tout fonctionnaire intelligent sera le premier à reconnaître tout le danger que représente un état d'esprit aussi répandu. Dans la mesure où j'ai pu en établir le calcul, les divers régimes administratifs,—fédéral, provinciaux et municipaux,—ont à leur emploi 6 p. 100 environ de la population active, non pas de toute la population, mais de celle qui détient un emploi. Je disais donc que 38 p. 100 de nos gens se prononçaient en faveur d'un emploi dans les services de l'Etat. Que faut-il en conclure? A mon sens, cela dénote un état d'esprit bien marqué et fort inquiétant. Cela signifie que l'instinct de la sécurité s'est

emparé de nos gens: ils ne veulent pas des responsabilités, ils veulent du travail, une besogne honnête et convenable, mais pas trop lourde, qui leur laissera de nombreux loisirs. C'est l'abandon de l'esprit d'aventure et d'initiative, de cet esprit qui, comme le croient la plupart d'entre nous, nous a conduits où nous sommes. A moins de refouler ce courant, inutile d'espérer que notre situation économique actuelle ira s'améliorant.

Afin de mieux faire saisir ma pensée, je me permets de relater les propos que me tenait récemment un habitant de ma circonscription, ou du moins de ce qui sera, je l'espère ma circonscription, car je me trouvais dans Parry-Sound. C'était un marchand général, homme d'une grande énergie, un des réalisateurs de la démocratie dans cette région. "Moi, me disait-il, je travaille quinze heures par jour, mais si le Gouvernement s'emparait de mon entreprise, et m'en faisait le directeur, je ne travaillerais plus quinze heures, mais huit heures, cinq jours par semaine, et je demanderais deux ou trois adjoints." Il ne faudrait pas conclure de là qu'on doit exiger 15 heures de travail de tout le monde; pas du tout. Mais je prétends que si l'entreprise privée en est arrivée au point où elle en est actuellement, c'est généralement parce que ceux qui s'y livrent y consacrent toute leur énergie. S'il faut quinze heures de travail, ils y consentent sans hésiter.

A mon avis il y a toute la différence au monde entre celui qui fait honnêtement et consciencieusement son travail et celui qui, plein d'allant et d'énergie, n'est pas satisfait avant d'avoir donné toute sa mesure. Cela ne fait pas de doute, pour peu qu'on y réfléchisse. Il me semble que voilà l'une des sources de nos difficultés, l'une des différences entre notre parti et les messieurs qui siègent à notre gauche, encore que je doive avouer qu'il ne semble pas y avoir parfois une très grande différence. Je suis heureux de pouvoir rapporter ici une parole de l'honorable député de Rosetown-Biggarr, et je pense que j'ai plus de plaisir à la citer qu'il n'en aura à l'entendre. Il a dit un jour: "Je ne m'oppose pas à l'entreprise privée, mais si elle veut récolter les bénéfices, qu'elle prenne le risque." Je répète que je n'y trouve absolument rien à redire. Il reste que cela ne ressemble en rien à certaines des autres idées exprimées par l'honorable député.

Pour en revenir à la clarté dans les idées... (*Exclamations*) La digression que j'ai faite après avoir parlé de la clarté dans les idées était peu importante, car je n'ai fait que citer l'honorable député. En lisant la biographie du juge Brandeis de la Cour suprême des Etats-Unis, j'ai relevé un passage que je